



**CONFERENCE ANNUELLE DU PROJET D'ANALYSE DU COMMERCE MONDIAL (GTAP)
2014 SUR L'ANALYSE ECONOMIQUE MONDIALE
Dakar, Sénégal 18- 20 Juin 2014**

**FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS
ETRANGERS, ACCES A LA TERRE ET MARCHE
FONCIER AU CAMEROUN, STIMULUS POUR LE
COMMERCE INTRA-REGIONAL**

Eric Patrick FEUBI PAMEN(armeric_63@yahoo.com, Tel: +237 99190362) – **Raoul Christophe BESSO** (chritoppapou@yahoo.fr, Tel : +237 96003641) - **Jean Aristide BILOA ESSIMI** (jeanaristidebiloaessimi@yahoo.fr, Tel : +237 71535858) – **Albert ZE** (albertlega@yahoo.fr, Tel : +237 75736487)

*Laboratoire d'Analyses et de Recherche en Economie Mathématique (LAREM),
Université de Yaoundé II-Soa/ BP: 562 Yaoundé-Cameroun*

PLAN DE LA PRESENTATION

I- CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE

**II- CADRE D'ANALYSE DE L'INFLUENCE DES
INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS SUR
L'ACCES A LA TERRE, LE MARCHE FONCIER ET
LE COMMERCE INTRA REGIONAL DU CAMEROUN**

III- RÉSULTATS ET DISCUSSIONS

IV- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

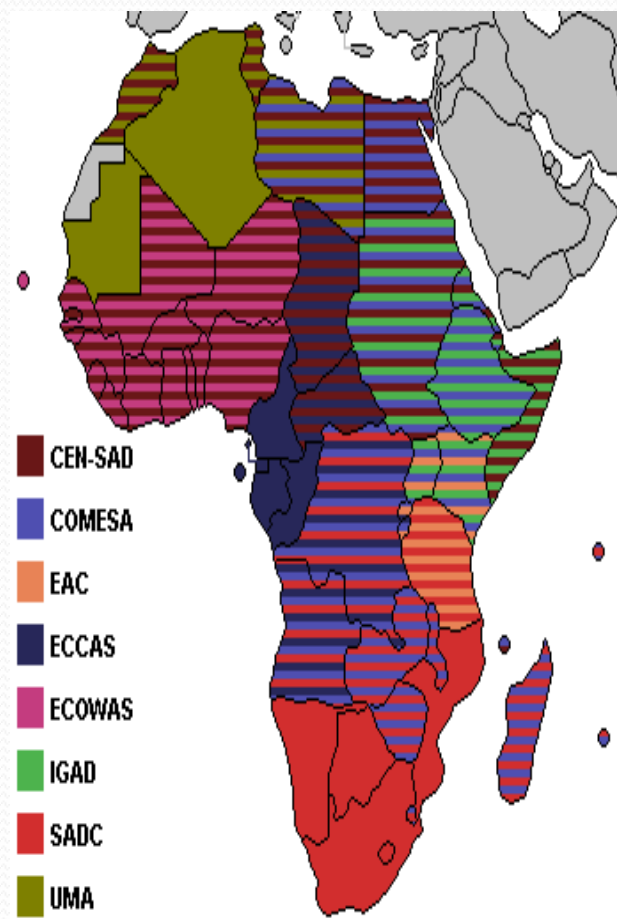
I- CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE (1)

Plus de deux décennies après le grand débat sur la mondialisation, les populations africaines notamment camerounaises sont toujours exclues des gains ou des bienfaits de la croissance mondiale.

Les crises récentes, notamment la crise alimentaire en 2005 et la crise financière internationale, pendant l'été 2007, et les politiques de sortie de crise envisagées à travers notre planète ont remis à l'ordre du jour des discussions internationales un certain nombre de préoccupations. Les questions du montant des flux financiers (publics et privés) en faveur de l'Afrique et du Cameroun en particulier, les problèmes fonciers, le mode d'accès à la terre pour les agriculteurs camerounais, sont d'un intérêt davantage grandissant pour les pouvoirs publics et leurs partenaires au développement.

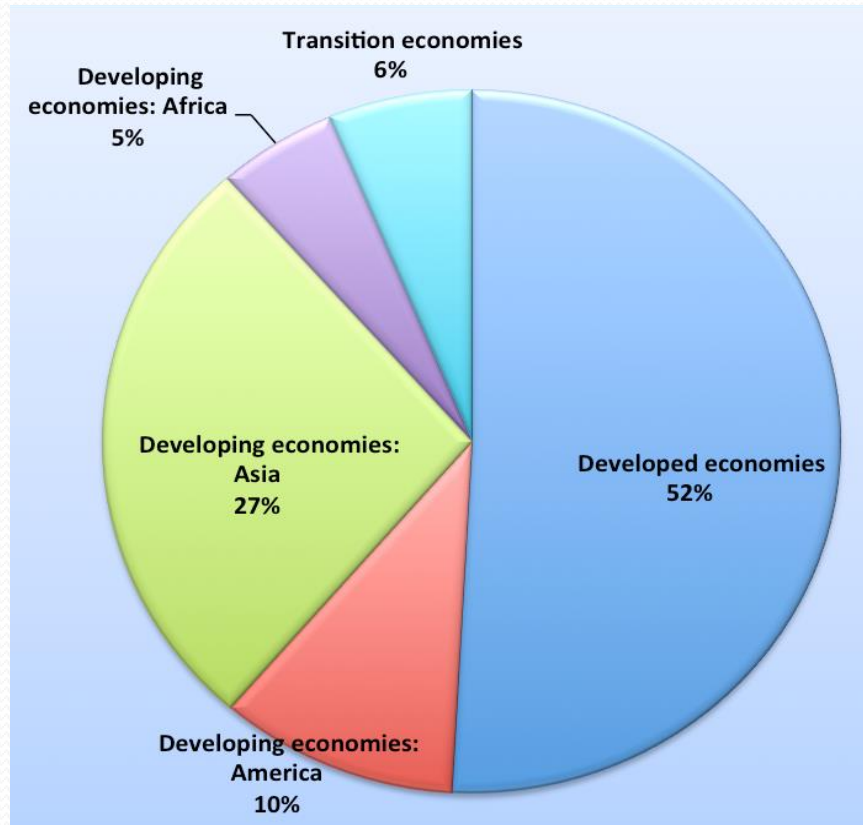
La question du financement du développement dans les Pays en Développement (PED) comme le Cameroun, a depuis toujours retenu l'attention des organismes internationaux. En effet, les PED caractérisés par une épargne intérieure insuffisante, ont souvent recours à l'Aide Publique au Développement (APD) et à l'emprunt des capitaux internationaux, pour financer leurs investissements.

Cette situation a souvent entraîné un déséquilibre interne desdits pays. Aussi, l'échec des Programme d'Ajustement Structurel (PAS) a redonné de l'influence au débat sur la croissance économique dans les PED. La recherche des moyens pour palier à cette situation a accentué les mesures d'attractivité des Investissements Directs Etrangers (IDE) qui s'apparentent à une manne distribuée par les Pays Développés (PD) aux pays inaptes à financer leur développement (Gankou J-M et al., 2013).



I- CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE (2)

Répartition des flux d'IDE entrant dans le monde par région en 2013



I- CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE (3)

Plusieurs études empiriques ont identifié l'investissement comme l'un des principaux facteurs contraignant la performance économique sur le continent africain. De plus, la formation du capital est ainsi considérée comme l'un des composants ou exigences essentiels de la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) [Collier et Gunning, 1999; Khan et Reinhart, 1990]. Au Cameroun, l'effet de l'investissement sur la croissance économique est statistiquement significatif.

En outre, l'étude de l'impact des politiques commerciales sur la pauvreté, la sécurité et l'inégalité alimentaires dans les Pays en Développement (PED) est au cœur d'une vaste controverse internationale sur le rôle du commerce international dans le développement. Les négociations du commerce en cours dans le cadre du Programme de Doha ont fait une priorité des répercussions sur le développement et la pauvreté. De plus, la Déclaration du Millénaire pour le développement en 2000 a montré l'importance du commerce international pour le développement et la réduction de la pauvreté.

Par ailleurs, la question des marchés fonciers est devenue centrale dans la réflexion économique sur le développement. Les marchés de transfert provisoire et définitif de droits sur la terre sont vus comme jouant potentiellement un rôle déterminant dans le processus de développement, en permettant d'améliorer l'allocation des facteurs dans un contexte où les dotations en facteurs de production et en capacités de gestion sont hétérogènes.

Vaincre la pauvreté rurale dans les Economies à Marché Emergents, consiste à considérer l'une des approches les plus couramment défendues par les Economistes qui est d'améliorer l'accès à la terre(Binswanger et al. ,1995) . Pour ce faire, il faudrait mettre en perspective les approches politique, économique et juridique pour que la terre et les produits agricoles alimentaires ne soient pas considérés comme des marchandises comme les autres.

I- CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE (4)

De ce fait, la question centrale de cette recherche est de savoir:
quel est le lien entre les IDE, l'accès à la terre et les marchés fonciers en vue de stimuler le commerce international du Cameroun?

De manière spécifique:

quelles sont les implications potentielles des IDE sur l'accès à la terre et le marché foncier au Cameroun ?

en quoi la combinaison et la coordination des ces trois éléments pourrait stimuler le commerce intra-régional et la sécurité alimentaire au Cameroun ?

II- CADRE ANALYTIQUE... (1)

Pour répondre aux questions ci-dessus énoncées, nous mettons à contribution un Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC) inspiré de la théorie microéconomique d'Equilibre Général développée par M. E. L. Walras [Walras (1874 et 1898) ; Guillermo (2013)].

II- CADRE ANALYTIQUE... (2)

STRUCTURE ET TECHNOLOGIE DE LA PRODUCTION

L'architecture de notre modèle théorique qui s'inspire des travaux de Décaluwé et al. (2012) développé avec l'appui du PEP (Partnership for Economic Policy), AGRODEP (African Growth and development policy Modeling Consortium) et IFPRI (International Food Research Institute), comprend trois secteurs ou branches de production dont, deux secteurs de biens [produits agricoles (vivriers et de rente) et autres produits] et services marchands et non administratifs (agriculture, industrie) et un secteur non marchand qui produit des services administratifs (service) comme la gestion des IDE ou les règles régissant le marché foncier et l'accès à la terre par exemple ou encore les règles du commerce intra-régional des produits agricoles.

Ces différents secteurs utilisent pour le compte de leurs opérations de production deux facteurs de production primaires, le capital et le travail. Dans notre scénario de référence, ces deux facteurs sont considérés comme mobiles sur le marché international. Les produits de la branche agricole sont consommés localement (agriculture vivrière) et vendus à l'industrie locale ou exportés (culture de rente).

Supposant un seul type de ménage, nous travaillons sous l'hypothèse de marchés parfaits et complets, et donc de séparabilité qui dès lors que l'on accepte l'hypothèse de rationalité peut sembler absurde car il est difficile de prétendre à la complétude des marchés (agricoles et ou fonciers) ou à leur presque complétude sur la base des conditions économiques prévalant au Cameroun, notamment.

II- CADRE ANALYTIQUE... (3)

Dans le cadre de notre MEGC, la production des services administratifs est des prérogatives exclusives de l'Etat. Le caractère ouvert de l'Economie camerounaise à laquelle nous nous intéressons a une influence sur la production des secteurs marchands et sur la demande intérieure globale des biens marchands. La prise en compte de l'ouverture de l'économie est faite à travers la spécification d'un bloc commerce international tenant compte de l'hypothèse d'Armington (1969) qui stipule que les importations sont des substituts imparfaits de la production locale. Toutefois, la différenciation de l'offre est captée par une fonction à Elasticité de Transformation Constante (CET).

LES EQUATIONS SPECIFIQUES A LA MODELISATION

Les équations spécifiques à notre modèle sont celles tirées des travaux de Décaluwé et al (2012).

II- CADRE ANALYTIQUE... (4)

LA PRESENTATION DE LA MCS

Les données de notre étude proviennent de l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun qui propose la récente Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) de l'année 2005. Cette MCS comporte 21 comptes en ligne et 21 comptes en colonne : Le compte des produits, le compte des activités, trois comptes des facteurs de production (le compte de capital, le compte de revenu mixte, le compte du travail), sept comptes de revenus courants des secteurs institutionnels résidents, sept comptes de capital, deux comptes du Reste du Monde (RDM).

LA FERMETURE DU MODELE

Le modèle appliqué à cette étude est un système déterminé de 202 équations à 202 variables endogènes et 202 variables exogènes et 40 paramètres.

LES PARAMETRES

(Voir tableaux annexes)

III-IDE, ACCES A LA TERRE, MARCHE FONCIER ET COMMERCE INTRA REGIONAL AU CAMEROUN (1)

Nous mettons en relief le degré et le sens du lien entre les Investissements Directs Etrangers (IDE), l'accès à la terre et les marchés fonciers au Cameroun. Le but est d'avoir une idée claire, dans la prise de décision, des implications potentielles de la coordination des politiques de gestion des IDE, d'accès à la terre et du marché foncier sur le commerce intra régional et la sécurité alimentaire au Cameroun.

Les scénarios retenues, -Simulation1 : une entrée des IDE au Cameroun entraine une variation haussière positive du capital qui aboutit à une hausse de la production agricole. -Simulation 2 : Une diminution du prix des produits agricoles améliore la Balance de Transactions Courantes (BTC) du Cameroun.

Précisions que, l'impact d'une forte entrée des IDE est mesurée à trois niveaux : sur l'accès à la terre, les marchés fonciers et le commerce intra régional au Cameroun. L'appréciation de l'impact de ce scénario sur la pauvreté est complétée par une analyse descriptive

III-IDE, ACCES A LA TERRE, MARCHE FONCIER ET COMMERCE INTRA REGIONAL AU CAMEROUN (2)

LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS AU CAMEROUN

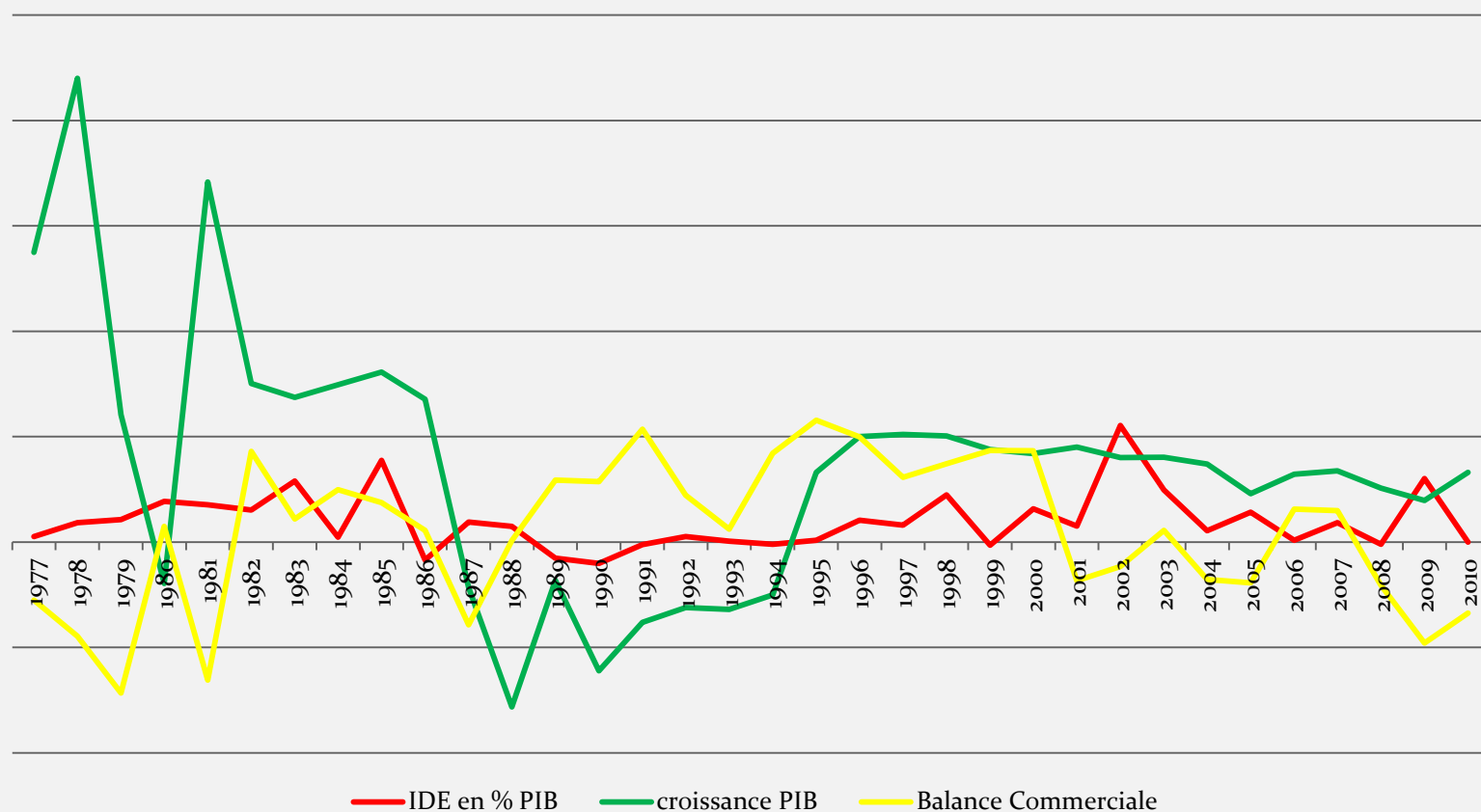
L'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), estime que les IDE sont des investissements effectués dans un pays extérieur dans le but d'établir, avec les entreprises bénéficiaires, une relation stratégique durable et d'exercer une influence significative sur leur gestion. Pour Mankew (2004), l'IDE est un investissement possédé et actionné par une entité étrangère. Il distingue davantage l'IDE de l'investissement de portefeuille étranger qui est un investissement financé avec l'argent étranger et exploité par les résidents nationaux.

Les entrées d'IDE en Afrique sont estimées à environ 8,2 milliards de dollars en 2000. Ce chiffre équivaut au montant des entrées d'IDE en Finlande pour cette même année et représente seulement 0,6% de l'ensemble des flux mondiaux d'IDE. Les principales raisons qui ont suscité les IDE en Afrique ces dernières années, sont notamment l'existence de ressources naturelles dans les pays d'accueil, et dans une moindre mesure, la taille de l'économie locale. En 2013, les IDE vers l'Afrique ont accru de 6,8%. A l'exception de l'Afrique du sud.

En effet, dans ce contexte de croissance des flux d'IDE, non seulement au niveau mondial, mais aussi du continent, leur part pour les pays en développement a atteint un nouveau sommet de 759 milliards \$US (CNUCED, 2013). Dans le cas spécifique du Cameroun, le pays reçoit peu d'IDE, avec un flux net ne représentant en moyenne que moins de 1% du PIB sur toute la période allant de 1977 à 2010 (graphique 2). Ces IDE sont majoritairement alloués au secteur des industries extractives, notamment l'exploitation pétrolière.

III-IDE, ACCES A LA TERRE, MARCHÉ FONCIER ET COMMERCE INTRAREGIONAL AU CAMEROUN (3)

Evolution de quelques indicateurs de développement au Cameroun



III-IDE, ACCES A LA TERRE, MARCHE FONCIER ET COMMERCE INTRAREGIONAL AU CAMEROUN (4)

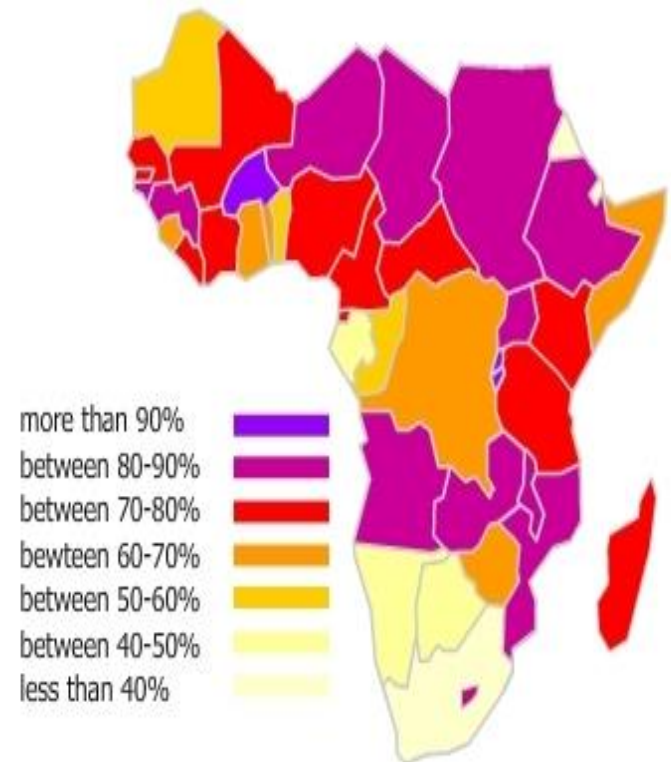
INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS, MARCHE FONCIER ET AGRICULTURE AU CAMEROUN

Ces dernières années, la demande de terre a considérablement augmenté. La libéralisation économique, la mondialisation du transport et des communications, et la demande globale pour l'alimentation, l'énergie et les matières premières ont encouragé l'investissement étranger dans plusieurs parties de l'Afrique, ceci spécifiquement dans les industries extractives et dans l'agriculture (Cotula et al, 2009).

Au Cameroun, la ressource naturelle de base formée des secteurs tels que l'agriculture, l'exploitation minière, la sylviculture, la pêche, le pétrole et le gaz est un facteur important sur lequel le pays s'appuie. L'économie camerounaise est relativement diversifiée mais continue d'être dominée par l'agriculture. On note qu'environ 48% de la population active dépend toujours des activités agricoles et pastorales pour leur subsistance.

Ainsi, l'agriculture est responsable de 19% du PIB en 2007 (World Bank, 2010). Le Cameroun est caractérisé par un faible PIB par tête, avec environ 40% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté et concentré principalement dans les zones rurales. Le plus souvent décrit comme Afrique en miniature de part la diversité de sa faune et sa flore et les variations dans son climat et son paysage, le Cameroun dispose d'une superficie totale de 47,3 millions ha, soit 475 400 Km². La FAO a estimé la superficie de terre agricole à une moyenne de 19% de la totalité de terre.

Sub-Saharan Africa
Agricultural labor force as a percentage of total labor force



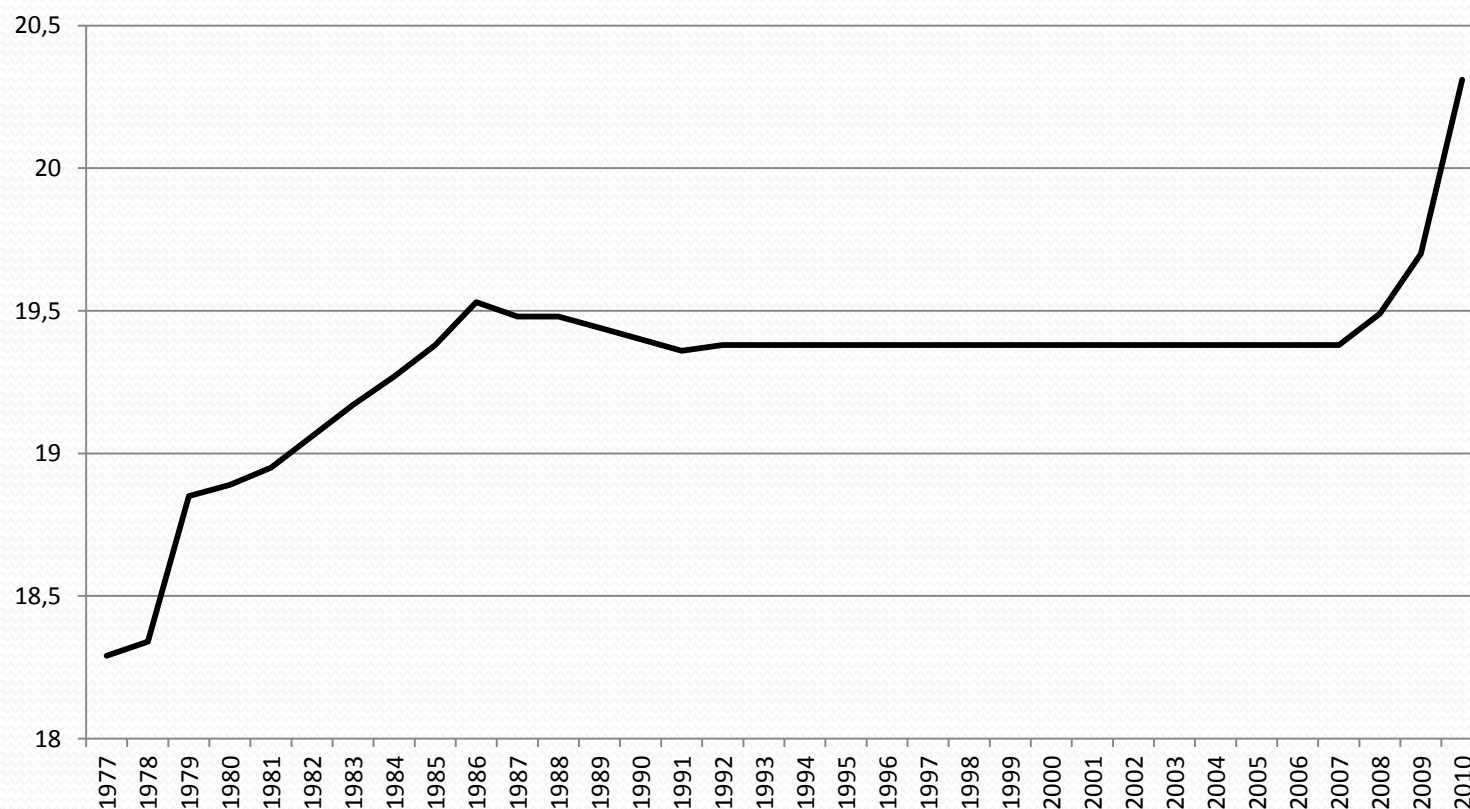
Sources: FAO, EarthTrends

cc, Biopact 2007

In the purple countries more than 90% of the labor force is engaged in agriculture

III-IDE, ACCES A LA TERRE, MARCHE FONCIER ET COMMERCE INTRAREGIONAL AU CAMEROUN (5)

Evolution de la surface de terre agricole au Cameroun (% de terre)



III-IDE, ACCES A LA TERRE, MARCHE FONCIER ET COMMERCE INTRAREGIONAL AU CAMEROUN (6)

Depuis 2008, la mouvance observée sur les acquisitions de vastes terres agricoles africaines par des capitaux étrangers a retenu l'attention de nombreux médias internationaux. Expliqué en anglais par l'expression « land grab », ce phénomène est venu réveiller le spectre d'une reconquête de l'Afrique. Le Monde, 2009; La Presse, 2009; Business Week, 2009; The Financial Times, 2009; JeuneAfrique, 2010.

Au Cameroun, le secteur de l'agriculture demeure stratégique dans le développement. Le budget alloué à ce secteur est constamment croissant. Les directives d'une politique agricole majeure ont été réaffirmées par le chef de l'Etat lors de l'ouverture du comice agropastoral en 2011. Ainsi, les mesures prises sont les suivantes : créer une unité de production des engrais à Limbé ; installer une usine de montage pour les machines agricoles à Ebolowa ; améliorer les semences agricoles ; préparer la réforme des terres pour s'adapter aux nécessités de l'agriculture de seconde génération (la création d'une agence qui sera chargée de gérer les terres disponibles pour l'agriculture) ; renforcer le système de financement des agriculteurs ruraux en ouvrant une banque agricole et une banque pour les petites et moyennes entreprises et industries.

Malheureusement, il n'existe pas de données détaillées sur l'importance, la nature et les effets des IDE. Les données disponibles sur les IDE sont suffisamment moins détaillées et sont très agrégées pour déterminer la part de l'investissement alloué à l'agriculture et quelles formes ils ont pris. Ainsi, il est difficile de dire avec précision que les récents investissements sont un nouveau développement ou la continuation du trend existant. Certaines informations sont disponibles du côté des investisseurs et auprès des pays en développement, quoique moins de détails sont divulgués.



Tea plantation in Kenya

III-IDE, ACCES A LA TERRE, MARCHE FONCIER ET COMMERCE INTRA REGIONAL AU CAMEROUN (7)

RESULTAT DES SIMULATIONS EN EQUILIBRE GENERAL CALCULABLE

Partant de l'hypothèse de mobilité parfaite des facteurs de production (Capital et Travail), nous avons simulé une augmentation de 25% de l'offre du capital financier (IDE). Par hypothèse cet investissement supplémentaire provient du Reste du Monde (RDM). Cette variation haussière du capital financier orientée principalement dans l'Agriculture () permet d'accroître le nombre le surface cultivable, mais permet surtout d'augmenter et d'améliorer la quantité et la qualité des intrants agricoles (produit phytosanitaires, semences, engrais, etc ...), d'acheter le matériel agricole (tracteur et autres outils) et de désenclaver les bassins de production (construction d'infrastructurse).

Ainsi, cette révolution agricole permet une augmentation de la production des produits agricoles dans le secteur agricole de 33,38%. Les produits agricoles fournis par le secteur industriels augmentent de 90% et le Marché (local et régional c'est-à-dire les autres pays d'Afrique centrale hormis le Cameroun) verra une augmentation de l'offre en produits agricole de 19%. Cette offre supplémentaire des produits agricoles favorise, du fait de la Loi de l'Offre et de la Demande, une réduction des prix de ces produits. En effet, les prix de revient à la production sont réduits de 10% dans tous les secteurs fournissant les produits agricoles. Logiquement, cette réduction des prix à la production se poursuit sur le Marché, les prix des produits agricoles diminuent donc de 10% sur les marchés.



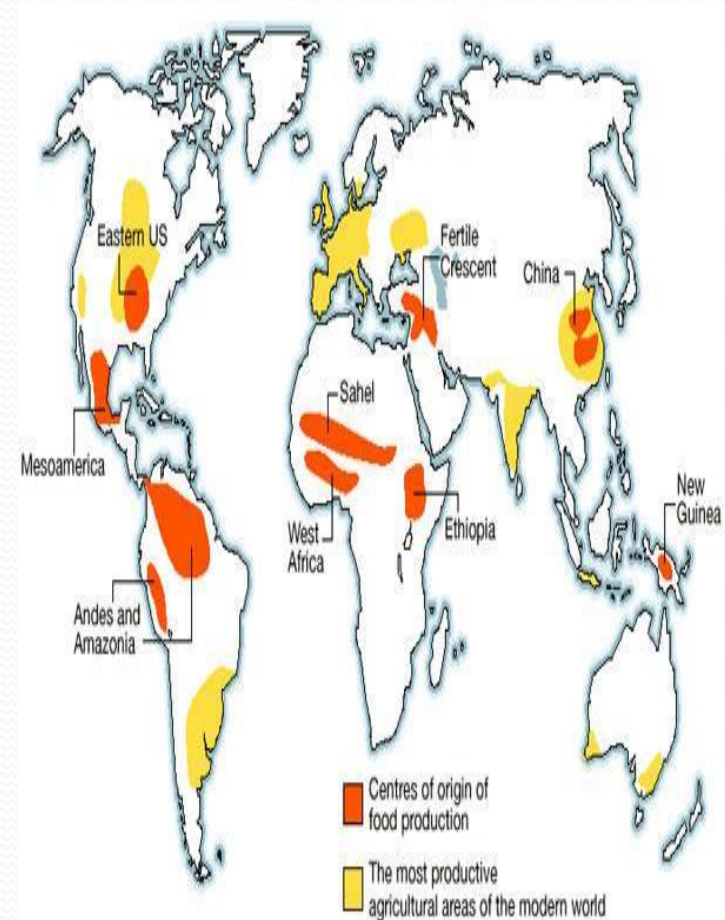
III-IDE, ACCES A LA TERRE, MARCHE FONCIER ET COMMERCE INTRA REGIONAL AU CAMEROUN (8)

Cette réduction des prix permet d'améliorer les conditions d'atteinte de la sécurité alimentaire au Cameroun. Mieux encore, la réduction des prix des produits agricoles, permet d'améliorer les conditions de vie des ménages camerounais prioritairement grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat avec une réduction de l'Indice des Prix à la Consommation (déflation) de 22%. Cette réduction de prix ne s'arrête pas seulement aux marchés domestiques. Le processus se poursuit même sur les marchés étrangers notamment en Afrique centrale, avec une réduction des prix à l'exportation de 12%. Cette réduction permet d'améliorer les termes de l'échange avec pour corollaire l'augmentation du revenu à l'étranger des partenaires commerciaux régionaux du Cameroun, rendant ainsi l'agriculture et l'agro-industrie camerounaise compétitive.

Par la suite, on note donc une augmentation des exportations des produits agricoles de 29% répondant ainsi à une augmentation d'une demande du même taux (29%). Le Cameroun va ainsi améliorer sa Balance de Paiement et précisément sa Balance des Transactions Courantes (BTC), et se positionner comme véritable Economie à Marché Emergents dans le concert de la mondialisation par rapport au Reste du Monde (RDM).

Dans le cadre du marché intérieur camerounais, il faut noter une réduction de la consommation des produits agricoles par les ménages de 9,5%, et une augmentation de la consommation de ces produits par les administrations de 10,9%. Le secteur agricole est lui-même le principal bénéficiaire de cette augmentation de la production, avec une augmentation de la Consommation des produits Intermédiaires (CI) de 33,3%, suivi du secteur industriel avec une augmentation de la consommation de 5,5% (industrie agroalimentaire). On assiste ainsi à une diminution de la consommation des produits agricoles dans le secteur des services à hauteur de 12%, mais avec une augmentation de l'usage des services dans le secteur agricole de 33%.

S'agissant de la rémunération des facteurs de production, pendant que la rémunération du facteur travail augmente de 29% avec une augmentation de la demande de travail de 42% dans le secteur agricole, il y'a au contraire une diminution de la rentabilité des investissements de 26%. On note aussi une diminution des revenus de l'Etat de 44%, une diminution des revenus des ménages de 26%, mais une augmentation des revenus du reste du monde de 132%. Cela entraine une augmentation de la valeur ajoutée dans le secteur agricole de 33% et une augmentation du Produit Intérieur Brut de 0,0003%.



This map shows that the most productive agricultural areas in the world are in middle latitude areas.

IV- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS (1)

il ressort que la mobilité des capitaux traduite en pratique dans notre étude par l'entrée des IDE agit directement sur la production agricole via l'accroissement des surfaces cultivées. De plus ; la modélisation en Equilibre Général permettant de rendre compte de manière théoriquement cohérente des mouvements des facteurs de production primaire entre les secteurs d'activité. Notre étude montre aussi les implications de l'entrée des IDE sur le niveau de vie des populations.

Pour ce qui est de la prise de décision des implications potentielles de la coordination des politiques de gestion des IDE, d'accès à la terre et du marché foncier sur le commerce international et la sécurité alimentaire au Cameroun, nos recommandations de politique économique se déclinent en l'amélioration du climat des affaires du point de vue de l'attraction des capitaux étrangers et la mise en œuvre d'une véritable politique industrielle dans le secteur agricole.

IV- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS (2)

Parallèlement, la politique nationale en matière d'accès à la terre devrait être souple dès lors que cette terre est orientée vers la culture de produits agricoles (vivriers et de rente). Au final, ces aspects suscités pourraient être mis à contribution dans la révision en cours des Accords de Partenariats Economique en vue de leur signature par le Gouvernement Camerounais, de même que dans la marche vers l'intégration régionale dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale.





MERCI POUR VOTRE AIMABLE ATTENTION